

# Une nouvelle manière de consommer l'information

Par Maître Sandrine Carneroli, Avocat, Chargée de cours, Assistante à l'ULB



*Avec le passage à Internet, on a vu apparaître les blogs d'information, les espaces de discussions, le Web 2.0, la globalisation de l'information, la Google-isation de l'actualité, etc.*

*Ces nouveaux médias ont rapidement pris une place importante dans notre vie quotidienne. La presse quotidienne et les journalistes, par exemple, ont dû affronter l'internet et les gratuits vers lesquels se tournent de plus en plus de lecteurs. Grâce aux nouveaux outils de communication, les lecteurs ne se contentent plus de lire passivement l'information ; ils contribuent activement à sa diffusion, par exemple en la commentant sur les blogs. Les lecteurs ont aussi pris l'habitude de relayer l'information, que ce soit par e-mail ou via les sites communautaires comme Facebook.*

*C'est donc tant le processus d'acquisition que de diffusion de l'information qui a changé.*

## LE TOUT GRATUIT

Je pense qu'il est simpliste de croire qu'à terme, l'ensemble des contenus multimédias du Web circulera gratuitement entre les internautes. Les industriels du multimédia trouvent d'autres types de services pour se rémunérer sur Internet.

Il suffit de regarder le modèle économique des sociétés Linux. Ces entreprises ne se rémunèrent pas grâce à Linux lui-même, mais grâce aux services qu'elles fournissent autour du système d'exploitation. L'open source ne signifie donc pas pour autant une économie du « tout gratuit ».

## LA RESPONSABILITÉ DES CONTENUS DISTRIBUÉS SUR L'INTERNET

La question de la responsabilité juridique des contenus distribués est épineuse. En cas de poursuite, qui, du fournisseur d'accès, de l'hébergeur, de l'éditeur de contenu, de son auteur ou de l'utilisateur final est responsable ?

Rappelons que le droit ne distingue pas les supports de l'information. Il s'applique donc aussi bien pour les médias papier, audiovisuel ou en ligne. Il existe cependant des aménagements spécifiques pour chaque régime.

L'internet ne bouleverse pas les grandes catégories juridiques du droit. En effet, le respect dû à la liberté individuelle ou à la vie privée ne dépend pas de tel ou tel média. La théorie générale de la responsabilité bâtie à partir de l'article 1382 du Code Civil avec toutes les nuances qu'elle implique ne dépend pas non plus du type d'activité à laquelle on se livre. Enfin, une infraction pénale reste une infraction pénale quel qu'en soit le support, graphique, analogique ou numérique.

Ce qui veut dire, très clairement, que ce n'est pas parce qu'il y a de nouvelles activités qui apparaissent grâce aux réseaux que celles-ci échappent aux grandes catégories du droit.

Même s'il convient de les adapter, c'est toujours en termes de responsabilité civile ou pénale que la situation des acteurs de l'internet se pose.

En matière civile, celui qui cause un dommage à autrui encourt une responsabilité. Même si on envisage de la limiter au fait qu'il connaissait ce dommage, qu'il pouvait faire quelque chose pour l'éviter et qu'il s'est abstenu de le faire, cette responsabilité existe.

En matière pénale, celui qui laisse sciemment diffuser sur un site des propos racistes est au moins complice d'une infraction pénale qui doit être poursuivie.

Il est bien évidemment impossible de surveiller le web en permanence. Mais les propos négatifs qui pourraient à tout le moins ternir une réputation, et au pire affecter la santé économique d'une entreprise, sont rapidement mis à jour. Mais une fois que la nuisance est constatée, il faut encore la combattre. D'où la nécessité de tracer et d'identifier les responsables de propos douteux. Dans le même temps, il importe de disposer d'outils juridiques pour les combattre et les neutraliser.

## LES GRANDES AFFAIRES

Au départ, l'industrie des médias a eu une attitude défensive par rapport au réseau, en essayant de repousser le plus loin possible le moment où elle devrait remettre en cause ses modèles économiques.

Cela s'est fait en particulier sur le front du droit de la propriété intellectuelle, en menant des actions de plus en plus dures de poursuite des contrevenants.

**Ainsi, très vite les géants du web comme Google, YouTube, My Space ont été contraint de mettre en place des politiques de contenus et des procédures très organisées de « Notification d'infraction aux droits d'auteur » et des « outils de vérification des droits d'auteur ».**

Plus que jamais, le contenu du Web fait l'objet de nombreux procès (pour atteinte à la vie privée, au droit à l'image ou contrefaçon par exemple) et le droit de l'internet se construit à coup de décisions des tribunaux, par la jurisprudence qui commence à bien se structurer.

Plusieurs décisions ont marqué le droit de l'internet en Belgique. Le litige qui oppose les éditeurs de presse belge francophone et germanophone au géant américain Google est un bon exemple. Dans cette affaire, les éditeurs de presse

reprochaient au géant américain de porter atteinte à la loi sur le droit d'auteur par ses activités de référencement sur Internet via son service « Google News », soit un véritable portail d'information reproduisant et communiquant aux internautes des titres d'articles ou courts extraits d'articles, tirés de sites web de la presse. Ce faisant, Google reproduit et communique au public des œuvres protégées par le droit d'auteur, sans en avoir sollicité les autorisations nécessaires auprès des auteurs. C'est pourquoi le Tribunal de première instance de Bruxelles a condamné Google le 13 février 2007 à retirer de ses sites tous les articles et photographies des éditeurs.

### LES SITES COMMUNAUTAIRES

Les sites communautaires permettent aux internautes d'y placer des contenus, de les retirer et surtout de partager leurs informations. Ces sites permettent désormais non seulement de partager avec ses proches des instants de vie mais aussi de démocratiser l'accès à la culture sur le web. Seulement, il arrive que les contenus placés et diffusés sur ces sites soient protégés par le droit d'auteur. Or, les sites communautaires n'échappent pas à la règle. Les poursuites contre les internautes ayant placé le contenu illicite sont bien évidemment possibles. Toutefois, à l'heure actuelle, les actions visent généralement les entreprises qui administrent ces sites. Plusieurs décisions ont été rendues dans la foulée. Une décision du Tribunal de grande instance de Paris du 22 juin 2007 retient la responsabilité éditoriale du site communautaire Myspace en raison des revenus générés par les publicités sur les pages litigieuses. Dans cette affaire, le célèbre humoriste Lafesse se plaignait d'une page litigieuse disponible sur le site Myspace et reproduisant sa photo, quelques renseignements et contacts le concernant, enfin 35 sketches diffusés en streaming.

Dans une seconde affaire (toujours en France), c'est la société Dailymotion qui a été condamnée le 13 juillet 2007 pour avoir, en tant que prestataire technique, diffusé en streaming un film sans les autorisations nécessaires. Dans cette affaire, les producteurs du film « Joyeux Noël » poursuivaient la société Dailymotion pour la diffusion non autorisée de ce film sur leur plateforme.

Enfin, la société Google (encore elle !) a été condamnée par le Tribunal de grande instance de Paris le 19 octobre 2007 pour la diffusion sans autorisation du documentaire « Les enfants perdus de Tranquility Bay » à partir de son site Google Video. Le géant américain a vu sa responsabilité civile d'hébergeur engagée du fait qu'il n'avait pas rendu impossible la remise en ligne d'un documentaire alors qu'il avait déjà retiré le film litigieux suite à un premier signalement des ayants droit. Le célèbre moteur de recherche Google a encore été assigné en contrefaçon par les producteurs du film « Le monde selon Bush » suite à la présence sur Google Vidéo de trois liens permettant le téléchargement ou la vision en streaming de ce film. Dans son jugement du 20 février 2008, le tribunal de commerce de Paris a interdit à la société Google « de communiquer au public et/ou de reproduire tout ou partie du Film 'Le monde selon Bush' sur le site Google Vidéo France ou sur tout autre site ». Si le web 2.0 est un espace de liberté certain, il ne doit donc pas faire oublier les limites apportées par la loi à la liberté d'expression.

### GLOBALISATION DU DROIT DES MÉDIAS

Les technologies numériques rendent accessibles à tout un chacun des œuvres. Chacun peut les copier puis les échanger comme bon lui semble. Il est donc possible de copier et de

diffuser sans limite une œuvre.

Cela signifie que, dans le domaine de l'Internet, il y a une capacité de faire voyager des contenus illicites ou qui portent atteinte aux droits des tiers telle, que les réponses nationales doivent s'articuler obligatoirement aux normes communautaires et internationales tant sur le plan civil que sur le plan pénal.

La globalisation des échanges et le développement des technologies vont de pair avec l'internationalisation du droit.

Les juristes, confrontés à ces questions, doivent connaître les lois et usages en vigueur.

### CONCLUSION

En conclusion, je dirais que dans les confins du cyberspace, il n'y a pas de vide juridique ; le droit s'adapte aux nouveaux médias. L'environnement numérique ne constitue pas une menace. Au contraire, il apporte son lot de réponses et d'outils nouveaux. Le web promet une grande capacité de diffusion de la pensée et cette évolution est une chance, une opportunité, pour les médias historiques.



Sandrine Carneroli est diplômée de l'Université Catholique de Louvain (1994) et de l'Université de Montpellier I (DEA Droit des Créations immatérielles, 1995).

Avant de rejoindre le Barreau de Bruxelles en 1999, elle a travaillé à Paris comme consultante dans le domaine du droit de la propriété intellectuelle et des nouvelles technologies pour différentes sociétés et experts internationaux.

Spécialisée en droit des créations immatérielles, Sandrine Carneroli intègre l'équipe d'Alain Berenboom en 2000. Ses domaines d'intervention couvrent le droit de l'informatique, des réseaux et des nouvelles technologies ainsi que le droit d'auteur et le droit des médias.

Elle est l'auteur du livre *Les contrats commentés du monde informatique* (éd. Larcier 2007) qui passe en revue les grands principes du droit d'auteur applicables pour chacun des domaines créatifs liés à l'électronique (logiciel, base de données, multimédia et internet).

Elle est également coauteur du livre *Dépôt légal, de l'écrit à l'électronique* (éd. Litec, 2001), un des premiers ouvrages publié sur le sujet, et du *Guide du droit d'auteur à l'intention des musées et centres d'art* (MAC's, 2004). Sandrine Carneroli enseigne le droit des nouvelles technologies à l'Université du Travail de Charleroi (I.S.I.P.S.) et le droit de l'information à la Haute Ecole de Namur. Elle est aussi assistante du cours de Droit de l'information et de la communication à l'Université Libre de Bruxelles.»

